



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N°171-DDPP-17**  
**portant prescriptions complémentaires**

Le préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V,  
VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées,  
VU le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce code,  
VU la nomenclature des installations classées,  
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 13 août 1999 relatif à l'activité d'abattage,  
VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 avril 2001 relatif à l'atelier de découpe,  
VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2007 relatif à la distribution de carburant,  
VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2010,  
VU l'arrêté préfectoral n°16-68 du 21 mars 2016 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire,  
VU l'arrêté préfectoral n°436/DDPP/16 du 28 octobre 2016 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques,  
VU le courrier du 17 mars 2015 faisant connaître l'antériorité de l'exploitant sur la rubrique n° 3641,  
VU le porter à connaissance d'avril 2012 relatif à l'installation d'une centrale de production de froid fonctionnant à l'ammoniac,  
VU le porter à connaissance du 17 mars 2015 portant sur les travaux de restructuration de l'abattoir et des ateliers de découpe,  
VU le rapport et les propositions en date du 20 mars 2017 de l'inspection des installations classées,  
VU l'avis en date du 3 avril 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,  
VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur,  
VU l'absence d'observation présentée sur ce projet,

**Considérant** le bilan décennal de fonctionnement de la SICAREV transmis le 15 juin 2007 et complété le 2 octobre 2007

**Sur proposition** du Secrétaire général de la préfecture

**ARRÊTE**

## **TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES**

### **CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La Société d'Intérêt Collectif Agricole Régionale pour l'Elevage et la Viande - SICAREV dont le siège social est situé 197 route de Charlieu – 42 300 ROANNE est autorisé, au nom de Messieurs Philippe DUMAS et Bernard POUILLON, respectivement Président et Directeur Général, responsables de la société, à exploiter sur le territoire de la commune de ROANNE au 197 route de Charlieu, les installations détaillées dans les articles suivants, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté

| Références des arrêtés préfectoraux antérieurs  | Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)<br>Références des articles correspondants du présent arrêté |
|---|--|
| l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 13/08/1999 n°18535                 | Arrêté d'autorisation d'exploiter (supprimé) à l'exception de l'article 1 donnant l'autorisation d'exploiter                             |
| L'arrêté préfectoral complémentaire du 03 avril 2001 concernant l'atelier de découpe          | Arrêté supprimé  |
| L'arrêté préfectoral complémentaire du 02 juillet 2007 relatif à la distribution de carburant | Arrêté maintenu  |
| L'arrêté préfectoral complémentaire n°354 DDPPD10 du 31 mai 2010 (rsde)                       | Arrêté supprimé  |
| L'arrêté préfectoral complémentaire n°702 DDPPD10 du 14 octobre 2010                          | Arrêté supprimé  |

#### **ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

### **CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

| n° de la rubrique | Intitulé de la rubrique de la nomenclature<br>Installations Classées  | Volume des<br>activités<br>concernées   | régime de<br>classe<br>ment |
|-------------------|---|---|-----------------------------|
| 2101-4            | Etablissement renfermant des animaux vivants Veaux – Bovins (transit).<br>Présence des animaux $\leq 24h$<br>> 50 animaux = D   | Capacité d'hébergement de 280 bêtes dont 145 places en stabulation  | D                           |
| 3641              | Exploitation d'abattoirs, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour  | 31 000 T/an<br>Tonnage carcasse/jour<br>120 tonnes/jour (en moyenne)<br>150 tonnes/jour (en pointe)   | A                           |
| 2210-1            | Abattage d'animaux<br>le poids des carcasses susceptibles d'être abattues étant :<br>1) supérieur à 2 tonnes/jour = A<br>2) supérieur à 50 kg mais inférieur à 2 tonnes/jour = D  | 31 000 T/an<br>Tonnage carcasse/jour<br>120 tonnes/jour (en moyenne)<br>150 tonnes/jour (en pointe)   | A                           |
| 2221              | <b>Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage saurage, enfumage, etc... à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour animaux de compagnie.</b><br><br>A-Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642=A<br><br>B. Autres installations que celles visées au A, la quantité de produits entrant étant :<br>1-supérieure à 2 t/j = E<br>2-supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 2 t/j=D | Traitement des abats.<br>Tonnage maximum autorisé = 12 Tonnes/jour<br><br>Traitement des viandes (mise en quartiers et découpe)<br>Tonnage maximum autorisé = 110 T/jour*<br>*dont mise en quartier des 31 000 tonnes abattus | E                           |
| 2921              | <b>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)</b><br>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW =E<br>b) b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW= DC   | La puissance thermique évacuée maximale est égale à 1 000 kW pour chaque tour<br>Puissance totale évacuée 2000 kW   | D                           |
| 4735-1-b          | Ammoniac<br>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :<br>1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg :<br>a) Supérieure ou égale à 1,5 t   | Installation contenant 600 kg d'ammoniac en détente indirecte   | DC                          |

|          |  |  |           |
|----------|--|--|-----------|
|          | <div> <div>b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t</div> <div>(DC)</div> </div> <div>2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg :</div> <div> <div>a) Supérieure ou égale à 5 t</div> <div>(A-3)</div> </div> <div> <div>b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t</div> <div>(DC)</div> </div>   |  |           |
| 2355     | <p>Dépôt de peaux salées non séchées.</p> <p>La capacité de stockage étant supérieure à 10 tonnes = D</p>  | <p>Quantité stockée supérieure à 140 tonnes</p>  | D         |
| 2910 A-2 | <p>Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1) supérieure ou égale à 20 MW = A</p> <p>2) supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW = D</p>   | <p>2 chaudières alimentées au gaz naturel.</p> <p>Puissance thermique totale installée : 2373 kW dont</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une chaudière = 1861 kW</li> <li>- une chaudière = 512 kW</li> <li>- une chaudière = 40 kW</li> </ul> | D<br>(DC) |
| 1430     | <p>Liquides inflammables (Dépôts de) (définition),<br/>à l'exclusion des alcools de bouche, eaux de vie et autres boissons alcoolisées.</p> <p>Les liquides inflammables, quelle que soit leur nature, sont répartis en quatre catégories conformément aux définitions ci-après. Le point éclair déterminé suivant les modalités techniques définies par l'AFNOR et conformément aux spécifications administratives éventuellement applicables.</p> <p>Le régime de classement d'une installation est déterminé en fonction de la "capacité totale équivalente" exprimée en capacité équivalente à celle d'un liquide inflammable de la 1<sup>ère</sup> catégorie, selon la formule : A-B-C ou D</p> $C \text{ équivalente totale} = 10A + B + \frac{C+D}{5}$ <p>où</p> <p>Règles de classement :</p> <p>Dépôts aériens de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1)</p> <p>Liquides inflammables (stockage en réservoir manufacturés) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m<sup>3</sup>.</p> | <p>soit 2 m<sup>3</sup> en capacité équivalente</p>  | NC        |
| 1432     | <p>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) :</p> <div> <div>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique</div> <div></div> </div>   | <p>Cuve de Gasoil d'une capacité initiale de 50 m<sup>3</sup><br/>Et d'une capacité</p>  | NC        |

|  |  |  |  |   |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
|--|--|--|--|---|--------------|--|------------|--|---------------------------------|--|-------------------------------------|----|
|  | <table><tr><td><b>1430 :</b></td><td></td></tr><tr><td>a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m<sup>3</sup></td><td><b>A</b></td></tr><tr><td>b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m<sup>3</sup></td><td><b>DC</b></td></tr></table>   | <b>1430 :</b>  |  | a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m <sup>3</sup> | <b>A</b>     | b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> | <b>DC</b>  |  | équivalente de 2 m <sup>3</sup> |  |                                     |    |
| <b>1430 :</b>  |  |  |  |   |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m <sup>3</sup>  | <b>A</b>   |  |  |   |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> | <b>DC</b>  |  |  |   |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| <b>1435</b>  | <p><b>Stations-service:</b><br/>Installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs</p> <table><tr><td colspan="2"><b>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</b></td></tr><tr><td>1. Supérieur à 40 000 m<sup>3</sup></td><td><b>(A-1)</b></td></tr><tr><td>2. Supérieur à 20 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 40 000 m<sup>3</sup></td><td><b>(E)</b></td></tr><tr><td>3. Supérieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup></td><td><b>(DC)</b></td></tr></table> | <b>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</b> |  | 1. Supérieur à 40 000 m <sup>3</sup>  | <b>(A-1)</b> | 2. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 40 000 m <sup>3</sup>  | <b>(E)</b> | 3. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> | <b>(DC)</b>                     |  | cuve de 50 m <sup>3</sup> de Gasoil | NC |
| <b>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</b>   |  |  |  |   |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| 1. Supérieur à 40 000 m <sup>3</sup>   | <b>(A-1)</b>   |  |  |   |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| 2. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 40 000 m <sup>3</sup>  | <b>(E)</b>   |  |  |   |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| 3. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>   | <b>(DC)</b>  |  |  |   |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| <b>1630</b>  | <p>Emploi ou stockage de lessive de soude ou de potasse. Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>- 1) supérieure à 250 tonnes = A<br/>- 2) supérieure à 100 tonnes, mais inférieure ou égale à 280 tonnes = D</p>  |  | Volume au maximum présent sur le site 3000 litres                            | NC  |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| <b>2171</b>  | Dépôts de fumiers, engrais et support de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole, le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup> = D   |  | Volume au maximum présent 40 m <sup>3</sup> (2 bennes de 20 m <sup>3</sup> ) | NC  |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| <b>2925</b>  | Accumulateurs (atelier de charges de)  |  | Puissance maxi 4,5 kW  | NC  |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| <b>1611</b>  | <p>Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 250 t = A<br/>2. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t = D</p>  |  | Stockage 100kg   | NC  |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |
| <b>2920</b>  | <p><b>Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques :</b></p> <p>La puissance absorbée étant supérieure à 10 MW = A</p>  |  | Puissance totale 903,5 kW  | NC  |              |  |            |  |                                 |  |                                     |    |

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration avec DC contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

#### **ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Roanne route de Charlieu

| Communes | Parcelles   | Lieux-dits            |
|----------|---|-----------------------|
| ROANNE   | 129- 130 – 75 – 105 – 64 – 61 – 67 –<br>97 106-132- 135- 143- 141 | 197 route de Charlieu |

Les installations citées ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.2.3. CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **CHAPITRE 1.3 DUREE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

### **CHAPITRE 1.4 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE**

#### **ARTICLE 1.4.1. PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE 1.4.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **ARTICLE 1.4.3. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous les articles 1.1 et 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

#### **ARTICLE 1.4.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 1.4.5. CESSATION D'ACTIVITE**

Sans préjudice des dispositions des articles R 512-74 et suivants du livre V du Code de l'Environnement, la réhabilitation du site prévue à l'article R 512-76 et R 512-77 du livre V du Code de l'Environnement est effectuée en vue de permettre une activité industrielle sur site.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) aux articles 1.1 et 1.2 du présent arrêté.

**L'usage arrêté pour le site après réhabilitation, est un usage industriel.**

## **CHAPITRE 1.5 DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression...

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire

---

## TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1. IMPLANTATION

L'installation est implantée :

- à au moins 35 mètres des puits et forages, autres que ceux destinés au seul fonctionnement de l'installation, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau (à l'exclusion de l'Oudan busé sur la section traversant les terrains en propriété à l'abattoir)
- sans préjudice des zones de dangers définies dans l'étude de dangers, à 100 mètres des habitations occupées par des tiers (à l'exclusion d'un chalet situé à moins de 100 mètres avenue du polygone) ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des stades ou des campings agréés, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, ainsi que des lieux de baignade et des plages.

Une dérogation de distance est accordée pour l'implantation du bâtiment E (stabulation). Ce bâtiment est autorisé à s'implanter à 15 mètres des ateliers de découpe Geay et Despierres, et 30 mètres de la cuisine centrale. Dans la mesure, ou les moyens mis en œuvre permettent de palier à des nuisances supplémentaires.

#### ARTICLE 2.1.2. ACTIVITE ET ACCES

L'activité est répartie sur 5 jours par semaine du lundi au vendredi. En situation normale de fonctionnement, aucun animal n'est présent en stabulation les samedis et dimanches.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.

#### ARTICLE 2.1.3. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD), pour concevoir, aménager, entretenir et exploiter les installations. Il utilise ces techniques afin de :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- améliorer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Le Bref S.A Abattoirs et équarrissage de mai 2005

Les BREF Transversaux, notamment : BREF "Systèmes de traitement/gestion des eaux usées et gaz résiduels communs dans le secteur chimique" [341, EC, 2002]

- Le Bref ICS Système de refroidissement industriel (décembre 2001)
- Le Bref Efficacité énergétique (février 2009)

La section 8 du livre V du code de l'environnement est applicable . Les échéances et VLE indiquées dans cette section sont prises en compte par l'exploitant.



#### **ARTICLE 2.1.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes.

#### **CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

#### **CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

##### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs par tous moyens appropriés.

##### **ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. (plantations, engazonnement,...). Les matériels de réforme ou en attente d'utilisation prolongée sont soit éliminés, soit regroupés et stockés de telle sorte qu'ils ne nuisent pas à l'esthétique du site.

#### **CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

#### **CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

##### **ARTICLE 2.5.1. PREVENTION DES ACCIDENTS ET POLLUTIONS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

##### **ARTICLE 2.5.2. DECLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution.

Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installation, etc.) sont stockés avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les dossiers de demande d'autorisation initial et modificatifs,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Tous les documents et enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

---

## **TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents liquides et gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées est informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne sont tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'ensemble des locaux, des annexes et des installations est maintenu en parfait état de propreté.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

#### **ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,
- Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement sont largement dimensionnées pour faciliter les manœuvres des véhicules de transport des animaux et des camions sous température dirigée,
- Les voies de circulation sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et d'entretien.

## CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

### ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, sont aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

### ARTICLE 3.2.2. L'INSTALLATION DE COMBUSTION

L'exploitant respecte les prescriptions générales de l'Arrêté Ministériel du 25 juillet 1997 modifié applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 :

Combustion

#### Article 3.2.2.1. Description des installations :

| Type d'installation  | Puissance thermique maximale | Combustible | Autres caractéristiques  |
|--|------------------------------|-------------|--|
| Chaudière pour la production d'eau chaude à 60°C et 90 °C  | 1861 kW                      | Gaz naturel | Extraction en toiture<br>Par cheminée<br>Hauteur : 5 à 6 m<br>sortie toiture |
| Chaudière pour la production d'eau chaude à 60°C et à 90°C | 488 kW                       | Gaz naturel | Extraction en toiture<br>Par cheminée<br>Hauteur : 5 à 6 m<br>sortie toiture |
| Chaudière pour le chauffage des locaux administratif       | 40 kW                        | Gaz naturel |  |

#### **ARTICLE 3.2.2.2. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

Vitesse d'éjection des gaz :

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à :  
- 5 m/s pour les combustibles gazeux et le fioul domestique,

Valeurs limites de rejet (combustion sous chaudières)

"Les valeurs limites fixées au présent article concernent les appareils de combustion destinés à la production d'énergie sous chaudières.

Le débit des gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m<sup>3</sup>) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 6 % en volume dans le cas des combustibles solides, 3 % en volume pour les combustibles liquides ou gazeux et 11 % en volume pour la biomasse.

La puissance P correspond à la somme des puissances des appareils de combustion sous chaudières qui composent l'ensemble de l'installation."

| Type de combustible | oxydes de soufre en équivalent SO <sub>2</sub> | Oxyde d'azote en équivalent NO <sub>2</sub> | poussières |
|---------------------|--|---|------------|
|                     |  | P < 10 MW                                   | P < 4 MW   |
| Gaz naturel         | 35 (2)   | 150 (1)                                     | 5 (2)      |

(1) cette limite s'applique aux installations dont la puissance totale est supérieure à 10 MW lorsque plus de 50 % de la puissance totale de l'installation est fournie par des générateurs à tubes de fumées

(2) la mesure des SO<sub>2</sub> et poussières n'est pas exigée si les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux.

### **CHAPITRE 3.3 LES TOURS AERO REFRIGERANTES :**

L'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique .

## **TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

L'usage d'eau non potable à l'exclusion des prélèvements d'eau dans le milieu destinés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours est interdit. L'eau potable est celle du réseau d'eau publique. Les prélèvements sont limités aux quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Consommation maximale annuelle | Journalier         |
|-------------------------|--------------------------------|--------------------|
| Réseau public           | 120 000 m <sup>3</sup>         | 450 m <sup>3</sup> |

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse.

Les volumes d'eau utilisés pour le calcul de ce ratio sont mesurés par un ou des compteurs propres à l'activité d'abattage et indépendants des ateliers de découpe annexés.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau, consignées quotidiennement et accompagnées d'un calcul de consommation rapporté au kilogramme de viande traitée.

L'exploitant recherche par tous moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion du remplacement de matériel à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement.

#### **ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT**

Les ouvrages d'approvisionnement en eau potable du réseau public sont équipés de dispositifs de disconnexion afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique .

Cet ouvrage doit être vérifié annuellement.

### **CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 4.2.1. ETAPES D'ABATTAGE**

L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de pré-traitement de l'établissement et les ouvrages de stockage du lisier et fumier. L'aire de lavage des bétailières est étanche, couverte et dotée d'un dispositif de lavage sous-pression. Préalablement, au lavage, les véhicules de transport doivent faire l'objet dans la mesure du possible d'un raclage à sec (MTD).

Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement, de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.

Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.

La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents. Tout déversement de sang au réseau est interdit. Le sang est obligatoirement recueilli dans des bacs de saignée et d'égouttage et intégralement collecté et stocké dans

des cuves ou citernes étanches équipées d'ouvrage de rétention. Le dimensionnement de ces bacs est calculé en fonction du débit de la file d'abattage et permet la récupération complète du sang.

Les emplacements sur lesquels il est procédé au retrait, à la manipulation et/ou au prélèvement de matériels à risques spécifiés sont conçus de façon à éviter ou, à défaut, à limiter au strict minimum les écoulements en provenance de ces produits et leur dispersion au sol, notamment par une utilisation rationnelle de l'eau et une collecte à la source d'éventuels résidus de ces matériels.

Les cuirs, peaux et masques sont stockés après salage dans un local spécifique adapté, ventilé et réfrigéré à 10-12°C. La pente des sols est suffisante pour éviter la stagnation des eaux salées. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour éviter que la charge en sel des eaux d'égouttage des cuirs et de lavage du local viennent perturber le bon fonctionnement de la station de pré-traitement et de la station d'épuration de l'agglomération Roannaise. Les excédents de sel solide sont récupérés à sec.

#### **ARTICLE 4.2.2. DISPOSITIONS GENERALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

L'ensemble des déchets et sous-produits générés tout au long des étapes d'abattage et de pré-traitement des effluents est stocké dans des containers étanches.

#### **ARTICLE 4.2.3. PLAN DES RESEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte notamment fait apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature.

#### **ARTICLE 4.2.4. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les eaux résiduaires sont filtrées dans des paniers de récupération des éléments solides avant leur évacuation dans le réseau principal de pré-traitement, les siphons et canalisations sont régulièrement vidangées, dé-colmatées et nettoyées aussi souvent que nécessaire et deux fois par an au minimum. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

#### **ARTICLE 4.2.5. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

## **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales de voirie (abattoir uniquement)
- les eaux pluviales de toitures
- les eaux vannes
- les eaux industrielles

### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de pré-traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### **ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT, ENTRETIEN**

L'installation possède un dispositif de pré-traitement des effluents produits comportant, au minimum :

- un dégrillage,
- un tamisage,
- un dessablage
- un dégraissage.

Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de pré-traitement est exclu. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.

Les installations de pré-traitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions. La conception et la performance des installations de pré-traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.

Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

### **ARTICLE 4.3.4. CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.



#### **ARTICLE 4.3.5. RACCORDEMENT AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT ET A LA STATION D'EPURATION URBAINE**

Dans le cas où l'installation ne dispose pas de ses propres dispositifs d'épuration, l'exploitant s'assure du caractère pérenne du traitement de ses effluents par une station d'épuration extérieure à l'installation. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

A cet effet, l'exploitant dispose d'un arrêté d'autorisation de déversement au réseau d'assainissement communal qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées et d'une convention spéciale de déversement.

L'exploitant garantit le respect de valeurs limites de rejet compatibles avec les capacités de traitement de la station d'épuration et les valeurs limites de rejet de cette station.

Le raccordement à la station d'épuration urbaine de Roannaise Agglomération est autorisé sous réserve que l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) soit apte à acheminer et traiter l'effluent dans de bonnes conditions.

Au vu de la consommation d'eau dont le ratio est inférieur à celui indiqué à l'article 4.1.1, et en accord avec la Roannaise Agglomération maître d'ouvrage de la STEP urbaine, il est dérogé aux valeurs limites de concentration des rejets prescrits par l'arrêté ministériel du 30/04/2004, et uniquement pour l'activité d'abattage.

Cette dérogation est accordée sous réserve :

- de l'aptitude de la station d'épuration urbaine à traiter l'effluent tel que décrit ci-dessus,
- du respect des impératifs de bon fonctionnement de celle-ci et de protection de l'environnement.

En cas de remise en cause des conditions de fonctionnement de la STEP urbaine, la dérogation et les seuils de rejets accordés à l'exploitant sont revus sur la base de nouveaux calculs et des nouvelles aptitudes de la STEP. L'exploitant est tenu dans ce cas de revoir la nature des effluents qu'il rejette ainsi que le dimensionnement des ouvrages de pré-traitement dont il dispose, pour réduire les rejets à la source et minimiser ou réguler les flux de pollution et les débits raccordés.

Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.

Toutes dispositions seront prises pour limiter au maximum les rejets de sel issus des opérations de salage des peaux dans le collecteur de la commune.

Si les outils de pré traitement ne permettent pas de respecter les valeurs limites fixées à l'article 4.3.10, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées avant le 1<sup>er</sup> juin 2019, une étude technique et un échancier permettant d'améliorer les performances de l'outil de pré traitement.

#### **ARTICLE 4.3.6. LOCALISATION DES POINTS DE REJET**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

| <b>NATURE DES EFFLUENTS</b>   | <b>Exutoire du rejet</b> | <b>Volume de l'effluent</b> | <b>Traitement avant rejet</b> |
|---|--------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| Eaux pluviales de toiture<br>Zone Nord                                  | Rivière Oudan            | Non estimé                  | Néant                         |
| Eaux pluviales de toiture<br>Ateliers de découpe et<br>chambres froides | Réseau<br>assainissement | Non estimé                  | Néant                         |
| Eaux Pluviales de voiries   | Rivière Oudan            | Non estimé                  | Séparateur à hydrocarbures    |
| Eaux vannes   | Réseau<br>assainissement | Non estimé                  | Néant                         |

|                    |                          |  |   |
|--------------------|--------------------------|--|---|
| Eaux Industrielles | Réseau<br>assainissement | Volume<br>maximum autorisé<br>500 m <sup>3</sup> / jour<br><br>Rejet moyen<br>quotidien<br>450 m <sup>3</sup> / jour | Station de<br>prétraitement<br>+ STEP urbaine |
|--------------------|--------------------------|--|---|

## **ARTICLE 4.3.7. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

### ***Article 4.3.7.1. Aménagement des points de prélèvements***

Sur les trois ouvrages (abattoir, deux ateliers de découpe) de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

### ***Article 4.3.7.2. Section de mesure***

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

### ***Article 4.3.7.3. Equipements***

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

## **ARTICLE 4.3.8. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

Les effluents rejetés sont exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

## **ARTICLE 4.3.9. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

### ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES APRES EPURATION POUR LES ATELIERS DE DECOUPE :

#### Flux de pollution :

Débit : le débit maximal autorisé de façon instantanée est de 10 m<sup>3</sup>/h. Le débit moyen à ne pas dépasser pendant une période de 24 heures est de 75m<sup>3</sup> / jour.

Sans préjudice des dispositions réagissant les rapports entre l'exploitant de l'établissement et le maître d'ouvrage du réseau d'assainissement urbain et de la STEP urbaine, le flux de pollution déversé dans le dit réseau est toujours inférieur aux valeurs suivantes :

| CRITERES DE POLLUTION | Concentration des effluents<br>En mg/l | Flux de pollution<br>En Kg / j |
|-----------------------|--|--------------------------------|
| DCO                   | 1500 mg/l                              | 112.5 kg/j                     |
| DBO 5                 | 800 mg/l                               | 60 kg/j                        |
| Azote Totale          | 50 mg/l                                | 3.75 kg/j                      |
| Phosphore Totale      | 10mg/l                                 | 0.75 kg/j                      |
| Graisses              | 150 mg/l                               | 1.25 kg/j                      |
| MEST                  | 500 mg/l                               | 37.5 kg/j                      |
|                       |  |                                |
| Cuivre                | 1 mg/l                                 | 0.15 kg/j                      |
| Zinc                  | 3 mg/l                                 | 0.15 kg/j                      |

Les valeurs sont celles fixées par la convention et l'arrêté autorisant le rejet, arrêté n°AG-2013-91 du 23 décembre 2013

### ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES APRES EPURATION POUR L'ABATTOIR :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur pré traitement, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

#### Flux de pollution :

Débit : le débit maximal autorisé de façon instantanée est de 80 m<sup>3</sup>/h. Le débit moyen à ne pas dépasser pendant une période de 24 heures est de 450 m<sup>3</sup> / jour avec un débit de pointe autorisé de 500 m<sup>3</sup> / jour sur une durée de 5 jours par mois .

Sans préjudice des dispositions réagissant les rapports entre l'exploitant de l'établissement et le maître d'ouvrage du réseau d'assainissement urbain et de la STEP urbaine, le flux de pollution déversé dans le dit réseau est toujours inférieur aux valeurs suivantes :

| CRITERES DE POLLUTION          | Concentration des effluents<br>En mg/l        | Flux de pollution<br>En Kg / j                |
|--------------------------------|---|---|
| Débit horaire maxi             | 80 m <sup>3</sup> /h                          | 80 m <sup>3</sup> /h                          |
| Débit journalier/ débit pointe | 450 m <sup>3</sup> /j / 500 m <sup>3</sup> /j | 450 m <sup>3</sup> /j / 500 m <sup>3</sup> /j |
| DCO                            | 5777 mg/l                                     | 2600 kg/j                                     |
| DBO 5                          | 2888 mg/l                                     | 1300 kg/j                                     |
| Azote Totale                   | 320 mg/l                                      | 130 kg/j                                      |
| Phosphore Totale               | 55 mg/l                                       | 25 kg/j                                       |
| Graisses                       | 888 mg/l                                      | 400 kg/j                                      |
| MEST                           | 2222 mg/l                                     | 1000 kg/j                                     |
| NaCl                           | 2222 mg/l                                     | 1000 kg/j                                     |
| Cuivre                         | 1 mg/l  | 0.45 kg/j                                     |
| Zinc                           | 3 mg/l  | 1.35 kg/j                                     |

Toutefois en application de l'article R 515-65 du code de l'environnement, l'exploitant s'assure que les valeurs limites d'émission fixées au point 5.1.5. « traitement des eaux usées » du chapitre 5 du BREF S.A. Abattoirs et équarrissage de mai 2005 sont respectées à la sortie de la station d'épuration

#### ARTICLE 4.3.12. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les réseaux de collecte des eaux pluviales et des eaux industrielles du secteur ateliers de découpe et chambres froides sont séparatifs jusqu'au dernier regard avant rejet dans le collecteur unique de la commune. L'exploitant procédera aux travaux séparatifs du dernier tronçon dès réalisation des collecteurs séparatifs de la commune et de la connaissance des points de raccordement à réaliser.

Les canalisations d'évacuation des eaux de pluie des toitures en prise directe avec l'Oudan sont renforcées de manière à ne pas laisser se déverser les eaux d'extinction d'un incendie directement dans la rivière.

Les eaux pluviales des parking des véhicules du personnel ayant ruisselées sur une surface potentiellement polluées par des macropolluants ou micropolluants, sont considérés comme des effluents à part entière. Elles devront subir à minima une décantation avant infiltration. ( Mesures D3-D1, D3-D2, D3-D3 du SDAGE Loire Bretagne 2016-2021)

Le parking des véhicules du personnel est aménagé de façon à ce que les micro et macro polluants ne s'infiltrant pas dans les sols

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

#### ARTICLE 4.3.13. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

| Paramètre            | Concentrations instantanées (mg/l) |
|----------------------|------------------------------------|
| Hydrocarbures totaux | 10 mg/l                            |

L'entretien et le curage des d'hydrocarbures est réalisé une fois débourbeurs/séparateurs par an. Les bons d'élimination des boues sont tenus à la disposition de l'inspection.

#### ARTICLE 4.3.14. COMPATIBILITE AU SDAGE

Les autorisations des installations sont compatibles, pour le domaine de l'eau, avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et, le cas échéant, du schéma d'aménagement des eaux lorsqu'il existe.

---

## **TITRE 5 - DECHETS**

---

### **CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**

#### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

#### **ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées sont remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés sont éliminés conformément aux dispositions du décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés sont éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

#### **ARTICLE 5.1.3. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

#### **ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

#### **ARTICLE 5.1.5. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS**

Les déchets et résidus produits sont entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Leur entreposage est réalisé sur des bacs de rétention étanches et sous abris des eaux météoriques.

### **CHAPITRE 5.2 TRANSPORT**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret du 30 mai 2005.

Les opérations de transport de déchets respectent les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 5.3 ELIMINATION DES DECHETS ET SOUS-PRODUITS ANIMAUX**

Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage figurant article 4.2.4, sont conservés au moyen de dispositifs étanches, dans des locaux adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par des animaux.

Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de pré-traitement des effluents d'abattoir.

Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de pré-traitement des effluents de l'abattoir.

Les matières recueillies lors du pré-traitement des effluents de l'installation défini au présent article ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce pré-traitement sont collectées, transportées et éliminées conformément au règlement (CE) n° 1774/2002 susvisé.

Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries. Le transfert des matières stercoraires du local d'abattage au dépôt de stockage est réalisé à sec de manière pneumatique ou par tout autre moyen excluant l'eau comme fluide porteur. Les lisiers et eaux de lavage des stabulations, les jus d'égouttage ou de pressage des matières stercoraires sont récupérés et stockés dans une fosse étanche et fermée puis dirigés vers la station de pré-traitement de l'établissement. La capacité de la fosse est suffisante et compatible avec le rendement du pré-traitement physique des effluents.

Les MRS et les sous-produits animaux sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des produits à risques spécifiés sont éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.

Le transport de ces déchets spécifiques respecte les dispositions de l'article 5.2 du présent arrêté.

### **CHAPITRE 5.4 EPANDAGE**

A ce jour l'établissement ne procède pas à l'épandage des matières valorisables.

Sans préjudice des restrictions définies par la réglementation pour des motifs sanitaires, peuvent faire l'objet d'un épandage sur ou dans les terres agricoles :

- les effluents, à l'exclusion des eaux-vannes, après dégrillage dès lors que l'exploitant ne possède pas de station d'épuration ;
- les boues produites et récupérées dans les dispositifs épuratoires situés en aval du dégrillage ;
- le lisier et le fumier, transformés ou non, ainsi que les matières stercoraires séparées de l'appareil digestif conformément à la réglementation en vigueur.

L'épandage de ces produits et effluents fait l'objet d'une étude préalable comprise dans l'étude d'impact et répond aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Ne peuvent pas faire l'objet d'un épandage les sous-produits de l'abattage non transformés, y compris le sang ainsi que les matières récupérées en amont du dégrillage. Il s'agit des déchets arrêtés par les siphons de sol grillagés situés dans les locaux de travail, les déchets de dégrillage, les boues de curage des canalisations situées en amont de ce pré-traitement ainsi que les résidus bruts de dégraissage susceptibles de colmater les sols.

Pour les abattoirs de ruminants, ces matières sont soumises à destruction par incinération ou co-incinération.

Les fumiers, purins et matières stercoraires peuvent être éliminés dans des installations autorisées qui en assurent le compostage. Un contrat écrit est établi et adressé, ainsi que tout compte rendu des modifications apportées, à l'Inspection des Installations Classées. Le transport de ces déchets spécifiques respecte les dispositions de l'article 5.2 du présent arrêté.

## TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ARTICLE 6.2.1. NIVEAU D'EMISSIONS SONORES

Les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PERIODES  | 6.2.1.1.1 PERIODE DE JOUR<br>Allant de 7h à 22h,<br>(sauf dimanches et jours fériés) | 6.2.1.1.2 PERIODE DE NUIT<br>Allant de 22h à 7h,<br>(ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---|--|---|
| Niveau sonore limite admissible<br><br>les zones à émergence. | 70dB(A)  | 65 dB(A)  |

#### ARTICLE 6.2.2. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans<br>les zones à émergence réglementée<br>(incluant le bruit de l'établissement) | Emergence admissible pour la<br>période allant de 7h à 22h, sauf<br>dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la<br>période allant de 22h à 7h, ainsi que<br>les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou<br>égal à 45 dB(A)  | 6dB(A)  | 4dB(A)   |
| Supérieur à 45 dB(A)   | 5 dB(A)   | 3 dB(A)  |

#### ARTICLE 6.2.3 VIBRATIONS



En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

---

## TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

#### ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

#### ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Le tunnel de liaison avec les industries agro alimentaires est une zone sensible dans laquelle, tous les moyens doivent être mis en œuvre afin d'éviter la propagation d'un incendie. (cf article 9-1 échéancier).

### CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

#### ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

##### *Article 7.3.1.1. Circulation et sécurité*

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

##### *Article 7.3.1.2. Gardiennage et contrôle des accès*

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage (physique ou alarme en relation avec un personnel ou une société de sécurité) est assuré en permanence.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

## **ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les appareils de détection font l'objet d'une vérification annuelle.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

## **ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE**

### ***Article 7.3.3.1. cas général***

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

### ***Article 7.3.3.2. Zones à atmosphère explosible***

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

## **ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié selon la fréquence définie par la norme française C17-100 ou toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

## **ARTICLE 7.3.5. PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A L'EMPLOI DE L'AMMONIAC (INSTALLATIONS DE REFRIGERATION)**

### ***Article 7.3.5.1. La salle des machines :***

Les salles des machines sont conçues de façon à respecter les prescriptions du chapitre 5 de la norme NF EN 378-3 (version 2008).

L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

### ***Article 7.3.5.2. La voie engins :***

Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de l'installation. Les caractéristiques de cette voie engins sont détaillées au point 2.5.2 de l'annexe I des prescriptions générales pour la rubrique 4735.

### ***Article 7.3.5.3. La voie échelle :***

Par ailleurs, pour toute installation couverte de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, une voie "échelles" permet d'accéder à des ouvertures.

Cette voie "échelles" respecte les caractéristiques décrites à l'article 2.5.4.

### ***Article 7.3.5.4. Ventilation des locaux :***

Les locaux dans lesquels est employé ou stocké l'ammoniac sont convenablement ventilés, en phase normale d'exploitation.

### ***Article 7.3.5.5. Signalisation des vannes :***

Les vannes et les tuyauteries sont d'accès facile et leur signalisation est conforme à la norme NF X 08-100 de 1986 ou à une codification reconnue. Les vannes portent de manière indélébile le sens de leur fermeture.

### ***Article 7.3.5.6. Signalisation des risques :***

L'exploitant recense et signale sur un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement.

Une signalisation adéquate posée sur la porte d'accès à tout local de stockage ou d'emploi d'ammoniac ou à la salle des machines avertit du danger et interdit l'accès aux personnes non autorisées.

### ***Article 7.3.5.7. Protections individuelles :***

des matériels de protection individuelle, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation ou mis à disposition permanente du personnel d'exploitation autorisé. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel d'exploitation est formé à l'emploi de ces matériels.

### ***Article 7.3.5.8. Moyens de lutte et de prévention :***

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones susceptibles d'être impactées par la fuite d'ammoniac, notamment les salles des machines, ainsi que les locaux et galeries techniques.

### ***Article 7.3.5.9. Seuils de détection et d'intervention :***

L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil (soit 500 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 2 000 ppm dans le cas contraire) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil (soit 1 000 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 4 000 ppm dans le cas contraire) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétent

#### **Article 7.3.5.10. Dispositif limiteur de pression :**

Les capacités accumultrices (réservoirs basse pression, moyenne pression, haute pression) possèdent un indicateur de niveau de liquide.

Plusieurs capacités réunies par des tuyauteries peuvent être isolées les unes des autres au moyen de vannes manuelles, ouvertes en fonctionnement normal (à l'exception des vannes isolant des capacités usuellement inutilisées), facilement accessibles en toutes circonstances ou par des vannes automatiques pilotées par un ou plusieurs paramètres de l'installation ou actionnées par des "coups de poing" judicieusement placés. À tout moment, la position des vannes est connue.

Chaque capacité accumultrice est équipée en permanence de deux dispositifs limiteurs de pression au moins, reliés par un dispositif/robinet inverseur et ayant une pression de tarage au plus égale à la pression maximale admissible. Ces dispositifs sont conçus de manière que la pression ne dépasse pas de façon permanente la pression maximale admissible. Une surpression de courte durée est cependant admise et est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

Les échappements des dispositifs limiteurs de pression peuvent être captés et reliés, sans possibilités d'obstruction accidentelle ou de limitation de débit, à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac.

Les dispositifs limiteurs de pression font l'objet d'un examen visuel tous les quarante mois au maximum. Une vérification approfondie est réalisée tous les cinq ans au maximum et comporte la réalisation, en accord avec le processus industriel et les fluides mis en oeuvre, d'un contrôle de l'état des éléments fonctionnels des dispositifs limiteurs de pression ou d'un essai de manoeuvrabilité adapté montrant qu'ils sont aptes à assurer leur fonction de sécurité ainsi que la vérification de l'absence d'obstacles susceptibles d'entraver leur fonctionnement. Le certificat de tarage des dispositifs limiteurs de pression, les comptes rendus des examens visuels et des vérifications approfondies sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.

#### **Article 7.3.5.11. Les tuyauteries d'ammoniac :**

Les tuyauteries sont efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.

Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne, etc.).

Les tuyauteries sont conçues, fabriquées et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur ou, à défaut, aux normes existantes.

L'exploitant établit un programme de contrôle pour le suivi en service de l'ensemble des tuyauteries.

Les contrôles ainsi que le programme de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.

## **CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

### **ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

## **ARTICLE 7.4.2. VERIFICATIONS PERIODIQUES**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

## **ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

## **ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

## **ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Dans les parties à risque de l'installation, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (notamment emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis d'intervention", le "permis de feu" et la consigne particulière sont établis après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures de prévention appropriées. Ils sont ensuite visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

## **CHAPITRE 7.5 FACTEURS ET ELEMENTS IMPORTANTS DESTINES A LA PREVENTION DES ACCIDENTS**

### **ARTICLE 7.5.1. LISTE DES ELEMENTS IMPORTANTS POUR LA SECURITE**

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement

transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

#### **ARTICLE 7.5.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDES**

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

### **CHAPITRE 7.6 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **ARTICLE 7.6.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 7.6.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

#### **ARTICLE 7.6.3. RETENTIONS**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

#### **ARTICLE 7.6.4. RESERVOIRS**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

#### **ARTICLE 7.6.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.6.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 7.6.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

#### **ARTICLE 7.6.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **ARTICLE 7.7.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS :**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

#### **ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION :**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 7.7.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE :**

L'installation est pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et conformes aux exigences en vigueur. Leur nature et leur implantation sont définies en liaison avec l'inspection du travail et les services d'incendie et de secours. Des panneaux rappelant les circuits d'évacuation sont placés en différents points du bâtiment.

Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié. Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineux.



La défense contre l'incendie fait l'objet d'une validation à l'initiative du pétitionnaire par le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Le compte rendu de cette validation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 7.7.4. SPRINKLAGE :**

La réserve d'eau aérienne et protégée contre les risques mécaniques et contre la prise en glace.

Les réseaux de distribution sont protégés des chocs.

La centrale de commande est située dans un local protégé du risque incendie.

Les essais de démarrage des motopompes est hebdomadaire.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance du système d'extinction conformément aux fréquences fixées dans le référentiel de l'APCAD.

#### **ARTICLE 7.7.5. CONSIGNES DE SECURITE**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 7.7.6. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

---

## **TITRE 8 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

### **CHAPITRE 8.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE PRINCIPE ET OBJECTIFS**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### **CHAPITRE 8.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE**

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de l'installation. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

#### **ARTICLE 8.2.1 AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES**

Le contrôle des rejets atmosphérique des chaudières est conforme aux prescriptions réglementaires applicables pour ces installations. Il s'agit notamment pour l'exploitant de faire effectuer au moins une fois par an, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

La mesure des oxydes de soufre et des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du fioul domestique.

Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en monoxyde de carbone et hydrocarbures non méthaniques sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

#### **ARTICLE 8.2.2 AUTO SURVEILLANCE DES RESULTATS DE LEGIONELLE**

Les résultats des contrôles doivent être saisis sur GIDAF dans le mois qui suit la réception des résultats.

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

#### **ARTICLE 8.2.3 AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES**

##### ***Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets de l'abattoir***

Volume du rejet : une mesure par jour

Débit de pointe : une mesure par jour

Ph : une mesure par jour

Température : une mesure par jour

DBO5 : une mesure hebdomadaire

DCO : une mesure hebdomadaire

MES : une mesure hebdomadaire

Azote total : une mesure hebdomadaire

Phosphore total : une mesure hebdomadaire

Graisses : une mesure hebdomadaire

NaCl : une mesure mensuelle

Zinc : une mesure trimestrielle

Cuivre : une mesure trimestrielle

Le suivi est réalisé sur chaque rejet d'eaux résiduaires industrielles, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) sur une durée de vingt quatre heures à jours décalés, proportionnellement au débit et conservé en enceinte réfrigérée.

Les résultats de ces mesures sont consignés sur un tableau et transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'exploitant fait réaliser à ses frais, tous les ans, un bilan sur 5 jours des paramètres fixés à l'article 4.3.9. par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'administration se réserve le droit de faire procéder à des vérifications inopinées supplémentaires notamment en cas d'infraction aux lois et règlements en vigueur, ou de non conformité aux dispositions de la présente autorisation, et à la charge exclusive de l'exploitant.

L'exploitant doit, sur leur demande, mettre les fonctionnaires de contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Les résultats de l'auto surveillance des eaux usées doivent être saisis sur le site G.I.D.A.F.

***Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets des ateliers de découpe :***

Volume du rejet : une mesure par jour

Débit de pointe : une mesure par jour

Ph : une mesure par jour

Température : une mesure par jour

DBO5 : une mesure par mois

DCO : une mesure par mois

MES : une mesure par mois

Azote total : une mesure par mois

Phosphore total : une mesure par mois

Zinc : une mesure trimestrielle

Cuivre : une mesure trimestrielle

Le suivi est réalisé sur chaque rejet d'eaux résiduaires industrielles, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) sur une durée de vingt quatre heures à jours décalés, proportionnellement au débit et conservé en enceinte réfrigérée.

Les résultats de ces mesures sont consignés sur un tableau et transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'exploitant fait réaliser à ses frais, tous les ans, un bilan sur 5 jours des paramètres fixés à l'article 4.3.9. par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'administration se réserve le droit de faire procéder à des vérifications inopinées supplémentaires notamment en cas d'infraction aux lois et règlements en vigueur, ou de non conformité aux dispositions de la présente autorisation, et à la charge exclusive de l'exploitant.

L'exploitant doit, sur leur demande, mettre les fonctionnaires de contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Les résultats de l'auto surveillance des eaux usées doivent être saisis sur le site G.I.D.A.F.

***Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets de l'abattoir***

Volume du rejet : une mesure par jour

Débit de pointe : une mesure par jour

Ph : une mesure par jour

Température : une mesure par jour

DBO5 : une mesure hebdomadaire

DCO : une mesure hebdomadaire

MES : une mesure hebdomadaire

Azote total : une mesure hebdomadaire  
Phosphore total : une mesure hebdomadaire  
Graisses : une mesure hebdomadaire  
NaCl : une mesure mensuelle  
Zinc : une mesure trimestrielle  
Cuivre : une mesure trimestrielle

Le suivi est réalisé sur chaque rejet d'eaux résiduaires industrielles, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) sur une durée de vingt quatre heures à jours décalés, proportionnellement au débit et conservé en enceinte réfrigérée.

Les résultats de ces mesures sont consignés sur un tableau et transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'exploitant fait réaliser à ses frais, tous les ans, un bilan sur 5 jours des paramètres fixés à l'article 4.3.9. par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'administration se réserve le droit de faire procéder à des vérifications inopinées supplémentaires notamment en cas d'infraction aux lois et règlements en vigueur, ou de non conformité aux dispositions de la présente autorisation, et à la charge exclusive de l'exploitant.

L'exploitant doit, sur leur demande, mettre les fonctionnaires de contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Les résultats de l'auto surveillance des eaux usées doivent être saisis sur le site G.I.D.A.F.

## **ARTICLE 8.2.4 AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS**

### ***Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets***

L'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement s'applique.

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

## **ARTICLE 8.2.5 AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

### ***Mesures périodiques***

En cas de plainte, l'exploitant fait réaliser à ses frais une mesure des niveaux d'émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi en accord avec l'Inspecteur des installations classées.

Ces mesures sont effectuées aux points d'emplacement fixés en concertation avec l'Inspecteur des installations classées, et en fonction de la zone à émergence réglementée. Le résultat de ces mesures est transmis à l'inspecteur des installations classées accompagné de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'exploitant réalise des mesures de contrôle aux zones d'émergence réglementées..

## **CHAPITRE 8.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS**

### **ARTICLE 8.3.1 ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 8.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par

rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-6 du livre V du Code de l'Environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

#### **ARTICLE 8.3.2 TRANSMISSION DES RESULTATS DES AUTO SURVEILLANCES**

Les justificatifs évoqués au chapitre 8.2. sont conservés 10 ans.

L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

La saisie des résultats de l'autosurveillance de la légionelle et de eaux usées sont reportés sur G.I.D.A.F.

#### **CHAPITRE 8.4 BILAN RELATIF AUX EMISSIONS INDUSTRIELLES**

La section 8 du livre V du code de l'environnement s'applique aux installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles

---

## **TITRE 9 – DIVERS**

---

### **CHAPITRE 9.1 CONTROLES ET ANALYSES**

L'inspection des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles des analyses ou des études acoustiques soient effectués par un organisme indépendant dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté. Les frais occasionnés par ces interventions sont à la charge des exploitants.

### **CHAPITRE 9.2 PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

Le bénéficiaire de cette autorisation se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

En outre, l'administration se réserve le droit de prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires au maintien des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

### **CHAPITRE 9.3 – AFFICHAGE**

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins des bénéficiaires de l'autorisation

### **CHAPITRE 9.4 – APPLICATION**

Monsieur le sous-préfet de ROANNE, Monsieur le Maire de ROANNE, l'inspecteur des Installations Classées à la Direction Départementale de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en Mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

### **CHAPITRE 9.5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

## CHAPITRE 9.6 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Roanne pendant une durée minimum d'un mois.

Monsieur le maire de Roanne fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la manufacture française des pneus Michelin pour son site de Roanne.

## CHAPITRE 9.7 – EXÉCUTION

Monsieur le sous-préfet de Roanne, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le maire de Roanne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Mairie de Roanne et à la manufacture française des pneus Michelin pour son site de Roanne.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 3 mai 2017

La Directrice Départementale de la  
Protection des Populations



Nathalie GUERSON

Copie à :

- Société SICAREV  
197 Route de Charlieu  
42300 ROANNE
- Monsieur le sous-préfet de ROANNE
- Monsieur le maire de ROANNE
- Archives
- Chrono

